

# THEME : Les enjeux de la diversification de la base des exportations

---

## « Focus pays 3 : BURKINA FASO »

JEUDI 21 JANVIER 2020



---

MINEFID

DGEP

Dr Larba Issa KOBAYAGDA

# Agenda

1

**BREF APERÇU DU PAYS**

2

**EVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE**

3

**PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (2021-2023)**

4

**LES ENJEUX DE LA DIVERSIFICATION DE LA BASE DES EXPORTATIONS DU BURKINA FASO**

5

**ORIENTATION DE LA STRATÉGIE D'ENDETTEMENT À MOYEN TERME**

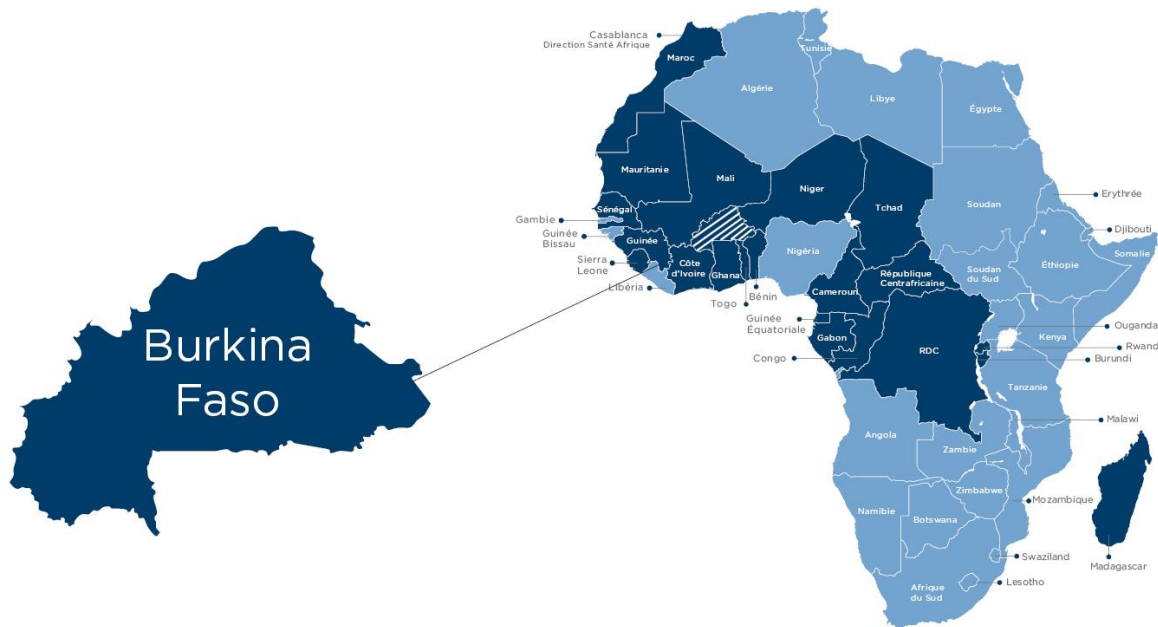
6

**PLAN DE FINANCEMENT 2021 SUR LE MARCHÉ DES TITRES PUBLICS**



1

# BREF APERÇU DU PAYS



<b>Population</b>	- <b>20 487 979 habitants</b> avec <b>51,7% de femmes</b> soit 10 593 951 (RGPH, 2019). - Taux d'accroissement démographique de <b>2,93%</b> (2006-2019).
<b>CPIA</b>	EPIN restée <b>stable sur la période 2015-2018</b> . Le Burkina Faso a enregistré une note de <b>3,5 en 2019 contre 3,6 en 2018</b> .
<b>Indices Mo Ibrahim</b>	L'IPC au Burkina Faso a <b>baissé de façon continue depuis 2016</b> . Classé <b>78è en 2018</b> sur un total de 180 pays, le Burkina perd 7 places et se classe <b>85è en 2019</b> .
<b>Transparency International</b>	L'IPC est passé de 48 en 2016 à 40 en 2019. Le pays a perdu 7 places et se classe <b>85è en 2019</b> contre <b>78è en 2018</b> sur un total de 180.
<b>Doing Business 2020</b>	Le Burkina Faso ( <b>88,2</b> ) occupe le <b>151e rang</b> mondial sur 190 pays en 2018 et 2019. Dans l'UEMOA après la Côte d'Ivoire (93,7) et le Bénin (90,6).
<b>Notation financière</b>	<b>Note globale de la CPIA 3,5 en 2019 contre 3,6 en 2018</b> . Dans l'UEMOA occupe la 3è place avec la Côte d'Ivoire (3,5) et à la suite du Sénégal (3,7) et Bénin (3,6),
<b>Indice IDH</b>	Entre 2000 et 2019, l'IDH a progressé, passant de <b>0,293 à 0,452 (+ de 54,3%)</b> . L'espérance de vie à la naissance a augmenté de <b>12,1 années</b> et le RNB par habitant a <b>plus que doublé en 25 ans</b> .
<b>PIB par habitant</b>	Le PIB/H a été multiplié par <b>2,5 en 20 ans</b> passant de <b>163 540 en 2000 à 409 507 en 2019</b> soit une progression moyenne de 5,02% par an.

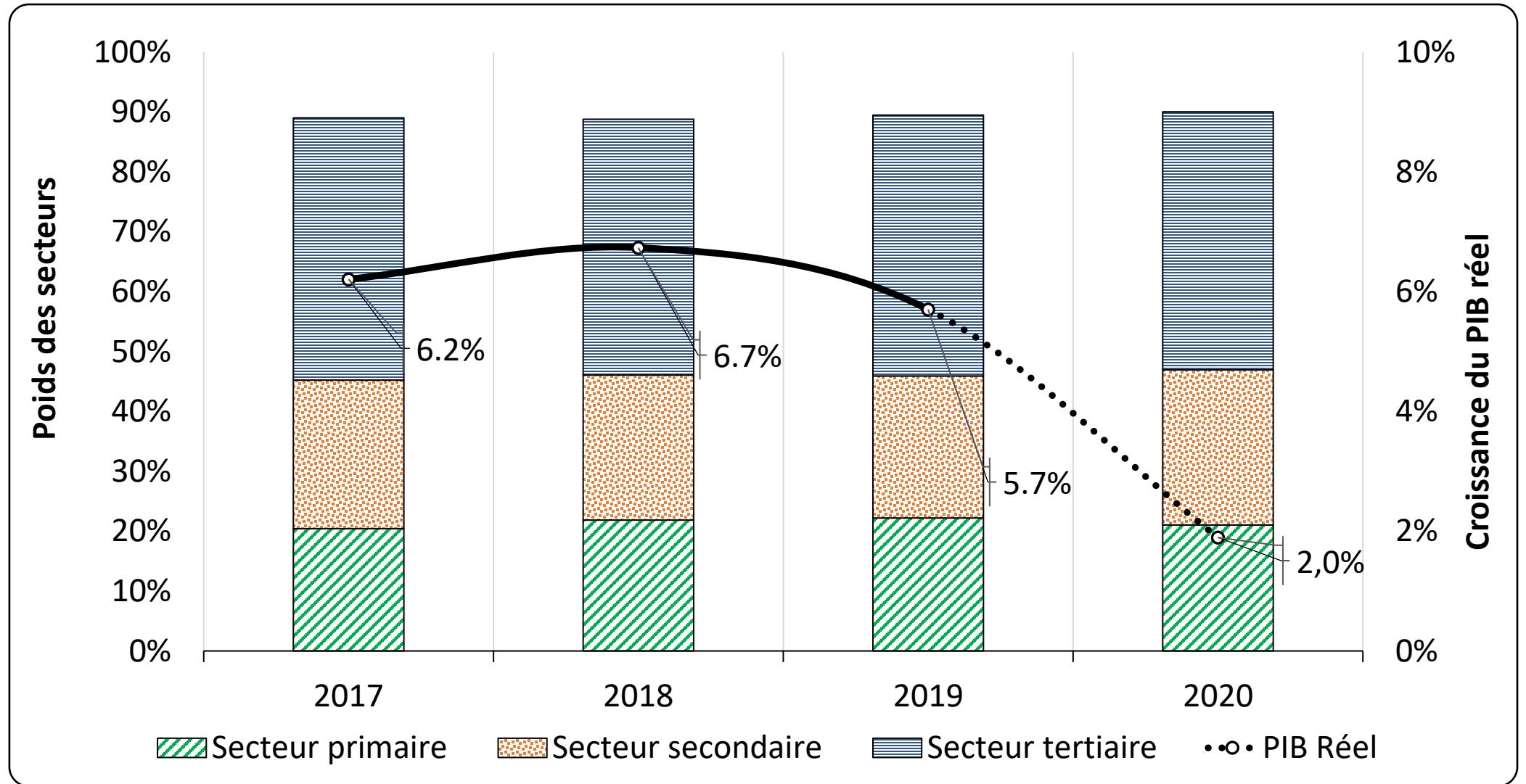


L'activité socio-économique en 2020 s'est déroulée dans un environnement socioéconomique difficile, caractérisé :

- au **niveau sanitaire** par la pandémie de la COVID-19,
- au **niveau sécuritaire** par des actes terroristes et un déplacement interne de populations et,
- au **niveau politique** par la tenue des élections couplées présidentielle et législative.

La croissance du PIB afficherait une progression de près de **2,0% en 2020** contre **5,7% en 2019** et **6,7% en 2018**, imputable principalement au secteur primaire (**+6,3%**) et au secteur secondaire (**+3%**) dont +5% pour les activités extractives.

# EVOLUTION DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE



Source : DGEP/MINEFID (2020)

La croissance du secteur primaire (+6,3% en 2020 était de +1,7% en 2019 et +13,3% en 2018) serait due principalement au dynamisme de l'agriculture (+7,9%) notamment à **l'agriculture de rente** (+13,3%) sous l'impulsion de la performance des filières arachide et sésame dont les productions augmenteraient respectivement de 44,2% et 11,7%.

Le secteur secondaire (+3,0% en 2020 contre +2,3% en 2019 et +2,8% en 2018) serait principalement impulsée par les **sous-secteurs des activités extractives** (+5,0% après -0,5% en 2019 et 9,0% en 2018) alors que les **sous-secteurs activités manufacturières** (+1,3%) et **construction** (+0,3%). Ce rebond des activités extractives s'expliquerait principalement par l'entrée en production de la mine de SANBRADO et l'envolée du cours de l'or.

Par contre, la valeur ajoutée du secteur tertiaire **baisserait à 1,4% en 2020**, après une hausse de **8,4% en 2019** et de **3,7% en 2018**, principalement imputable à l'effondrement du **sous-secteur « hébergement et restauration »** ainsi que le sous secteur des transport de passagers et d'organisation de manifestations.

Variables (%)	2020	2021	2022	2023
	prév.	prév.	prév.	prév.
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) / PIB nominal	-4,9	-5,2	-4,1	3,2
Taux d'inflation en moyenne annuelle	1,5	1,6	1,6	1,6
Ratio dette publique/PIB nominal	48,5	47,4	48,8	49,0
Ratio masse salariale sur les recettes fiscales	61,0	60,0	53,7	50,7
Taux de pression fiscale	14,4	15,2	16,5	16,8

Au niveau des finances publiques, l'exécution des opérations financières de l'Etat donne un solde net de gestion à 334,5 milliards de FCFA. Comparé à 2019, ce solde s'est amélioré de 163,7 milliards de FCFA (+3,3%).

Le besoin de financement est de 484,4 milliards de FCFA contre 274,7 milliards de FCFA en 2019, soit une aggravation de 209,7 milliards de FCFA.

S'agissant des échanges extérieurs, les transactions courantes en 2020 dégageraient **un solde excédentaire pour la première fois**. Elle se situerait à 243,7 milliards de FCFA contre un déficit de 292,0 milliards de FCFA en 2019.

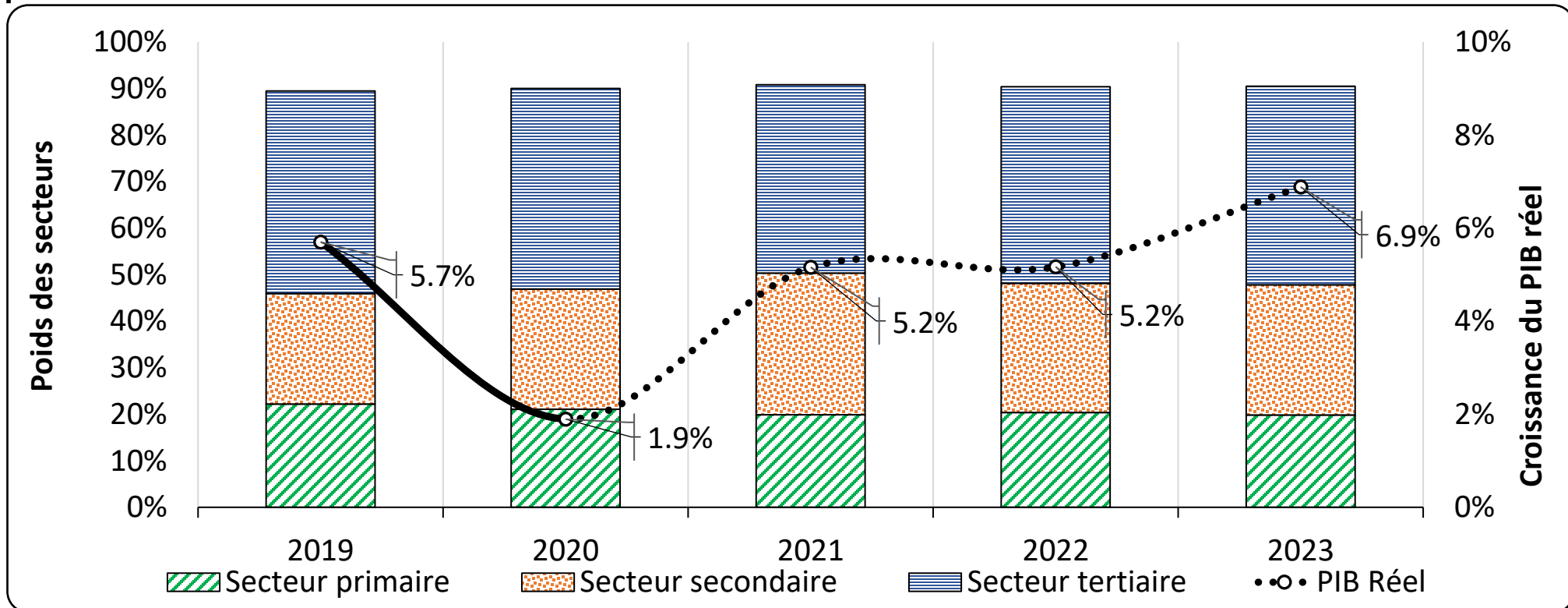
Hors dons, le déficit courant s'améliorerait de 454,6 milliards de FCFA en s'affichant à -135,6 milliards de FCFA contre -590,2 milliards de FCFA en 2019.



3

## PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES À MOYEN TERME (2021-2023)

L'activité économique croîtrait **de 5,2% en 2021**, tirée principalement par le secteur secondaire (+11,2%). Pour les années 2022 et 2023, l'activité économique enregistrerait respectivement une croissance de sa valeur ajoutée de **5,2% et de 6,9%**. Cette croissance serait imprimée principalement par les secteurs secondaire et tertiaire.



Source : DGEP/MINEFID (2020)



La forte volatilité des prix des matières premières, associée aux crises des dernières années, a ralenti la croissance économique et a montré la forte vulnérabilité des économies de l'UEMOA aux chocs et ce malgré leur faible niveau d'intégration aux marchés mondiaux, soulignant la nécessité de leur transformation structurelle.

En effet, cette relative spécialisation de la production et des exportations des pays et son impact négatif sur le développement confirment la nécessité de faire de la diversification une priorité des réformes économiques. La question qui se pose alors est de savoir comment renforcer le processus de diversification afin de soutenir la croissance et d'améliorer la compétitivité des économies.

***Faire de la diversification de la base des exportations un moteur du changement structurel des économies de l'UEMOA***

## 4

## ENJEUX DE LA DIVERSIFICATION DE LA BASE DES EXPORTATIONS

Les exportations constituent un levier important pour accélérer la croissance pour plusieurs raisons.

Le premier effet se situe du **coté de la demande**. Les exportations constituent des ventes sur le marché international, qui est bien plus large et plus riche que le marché intérieur. Le marché international outre les contraintes est opportunité de mieux rémunérer surtout pour les pays petits et pauvres où la **demande intérieure effective est fortement contrainte par l'étroitesse du marché et des revenus**.

Le deuxième effet se situe du **coté de la production**. La plus grande exposition des opérateurs locaux à la concurrence internationale et aux rigueurs du marché international favorise les effets **d'émulation, l'absorption des innovations et donc la compétitivité des secteurs de produits exportables**, ce qui est favorable à la transformation et la croissance.

## 4

## ENJEUX DE LA DIVERSIFICATION DE LA BASE DES EXPORTATIONS

Troisièmement, un secteur d'exportation dynamique encourage l'investissement national et étranger, augmentant ainsi l'accès au capital et à la technologie.

Le quatrième effet est la **génération des devises**, qui permettent d'améliorer la capacité d'importation et de financer les importations de biens intermédiaires et d'équipement indispensables à la croissance ainsi qu'à l'amélioration de la technologie et de la productivité.

Enfin, la croissance tirée par les exportations permet d'éviter **les pressions inflationnistes** qu'entraîne souvent une croissance tirée par la consommation interne et de maintenir ainsi **la stabilité macroéconomique et la compétitivité internationale**. C'est pour ces raisons que l'intégration commerciale est essentielle à la croissance accélérée.

## 4

## ENJEUX DE LA DIVERSIFICATION DE LA BASE DES EXPORTATIONS

La faiblesse notoire des exportations constitue un défi majeur que le Burkina devra relever pour diversifier l'économie et renforcer la croissance. L'expérience des pays émergents indiquent que les pays qui participent plus au commerce international parviennent à accélérer la croissance et réduire la pauvreté plus que les autres.

Les **cinq principaux produits à l'exportation** du Burkina Faso que sont : l'or non monétaire, le coton égrené, les graines et fruits oléagineux, les cuirs et peaux préparés, les animaux vivants pour alimentation humaine.

Part relative des produits	2003	2016	2017	2018	2019
Or non monétaire	2,80%	65,10%	67,70%	68,00%	70,20%
Coton égrené	64,40%	11,80%	13,40%	11,40%	11,70%
Produits de l'élevage	13,70%	1,90%	1,70%	1,50%	1,50%
Karité	3,00%	1,80%	3,50%	3,20%	3,50%
Autres produits	16,20%	19,40%	13,70%	16,00%	13,10%

Source : INSD/MINEFID (2020)



Au troisième trimestre 2020, les exportations enregistrent une hausse 2,2% comparativement au trimestre précédent, portant le niveau des exportations de 598,6 milliards FCFA au deuxième trimestre 2020 à 612,1 milliards FCFA au troisième trimestre.

Cette hausse est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+12,9%) ressorties à 543,6 milliards. En effet, la baisse des exportations de coton fibre (-31,2 milliards de FCFA) et des produits du règne végétal (-19,0 milliards de FCFA) a amoindri la hausse des exportations de l'or non monétaire (+61,7 milliards de FCFA).

En glissement annuel, il est observé une forte hausse de 52,5%, soit 210,8 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2019. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations d'or non monétaire (+64,1%) et des produits minéraux (+20,6 milliards de FCFA).

Si les pays en développement veulent élever leur taux de croissance économique au niveau nécessaire pour assurer une transformation structurelle et un développement durable, ils doivent, sans aucun doute, améliorer ses performances en matière d'exportations et d'investissement étranger. Spécifiquement, pour le Burkina Faso:

- Faire ce qu'il faut pour résoudre ces difficultés nouvelles et créer un secteur rentable et soutenable tout en augmentant la part du coton transformé sur place ;
- Le secteur de l'élevage mérite une haute priorité étant donné le nombre de pauvres concernés et le potentiel d'évolution vers l'exportation de la viande;
- Il faudra développer des opérateurs privés différents, et attirer des investisseurs étrangers, pour intensifier l'exportation des autres produits (Sésame, karité, noix de cajou, arachide, etc.)

## 4

## ENJEUX DE LA DIVERSIFICATION DE LA BASE DES EXPORTATIONS

L'extraction minière industrielle représente une nouvelle source majeure de devises et de recettes publiques qui doivent être soigneusement gérées. Cependant, elle créera peu d'emplois et devra être complétée par d'autres secteurs dynamiques. Il faut envisager le développement d'industries de transformation des mines qui créera de la valeur et augmentera le nombre d'emplois dans le secteur,

Pour l'UEMOA, il est temps de promouvoir un négoce régional des céréales pour aider tous les pays de la sous-région à gérer les hauts et les bas de leurs récoltes. Il s'agit aussi de promouvoir des politiques régionales volontariste en matière de transports et la facilitation des échanges.



## Situation d'exécution du programme d'émission en 2020

	Programme initial	Programme actualisé T2	Programme actualisé T3	Programme actualisé T4
BAT	335	420	444	434
OAT	365	453	498	631
<b>TOTAL</b>	<b>700</b>	<b>873</b>	<b>942</b>	<b>1 065</b>

Source : DGTCP MINEFID (2020)

EMISSIONS 2020	T1	T2	T3	T4	TOTAL
BAT	88	156	133	61	<b>437</b>
OAT (Adjudication)	44	127	74,5	117	<b>636</b>
OT (APE)	140	-	132,5	-	
<b>TOTAL</b>	<b>272</b>	<b>284</b>	<b>340</b>	<b>178</b>	<b>1 073</b>

Source : DGTCP MINEFID (2020)

## ORIENTATION DE LA STRATÉGIE D'ENDETTEMENT À MOYEN TERME

L'encours de la dette publique est estimé à 4 647,0 milliards de FCFA au 31 octobre 2020 contre 3 967,5 milliards de FCFA au 31 décembre 2019, soit une hausse de 17,1%, imputable à aux composantes extérieure (+9,3%) et intérieure (+26,8%).

La hausse de l'encours de la dette extérieure, entre fin décembre 2019 et fin octobre 2020, s'explique par le niveau de décaissement de la dette multilatérale qui avec un encours de 2 115,3 milliards de FCFA, représente à elle seule 88,5% de la dette extérieure alors que l'encours de la dette intérieure dépend des émissions de titres publics sur le marché régional.

En fin octobre 2020, l'encours de ces titres publics s'élève à 1 893,8 milliards de FCFA, représentant 83,9% du volume de la dette intérieure et 40,8% de la dette publique.

Concernant le service de la dette publique, le montant des paiements à fin octobre 2020 s'élève à 518,1 milliards de FCFA et se répartit entre créanciers extérieurs et intérieurs pour des montants respectifs de 68,8 milliards de FCFA (13,3%) et 449,3 milliards de FCFA (86,7%).

Ce service se décompose en remboursement du principal pour 399,4 milliards de FCFA (77,1%) et en paiement d'intérêts pour 118,7 milliards de FCFA (22,9%). À fin octobre 2020, ce service a plus que doublé (+125,9%) comparativement à la même période de 2019 où son montant était de 229,3 milliards de FCFA.

Le ratio « service de la dette extérieure sur recettes budgétaires » se situe à 4,0% à fin octobre 2020 pour un seuil maximum de 18%.

Les principaux axes de la stratégie se résument comme suit :

- maintenir le recours aux ressources concessionnelles pour le financement des besoins de l'économie. Les financements extérieurs libellés en Euro seront privilégiés au regard de leur faible coût et du risque de change peu élevé qu'ils présentent
- recourir à un emprunt de ressources extérieures non concessionnelles libellées en euro en conformité avec le programme économique et financier du FMI. Cette option se justifie par la nécessité de procéder à un reprofilage de la dette intérieure dans le sens d'améliorer la maturité moyenne du portefeuille de la dette
- maintenir le recours du pays au marché financier régional avec des volumes émis et des maturités plus longues.

## ORIENTATION DE LA STRATÉGIE D'ENDETTEMENT À MOYEN TERME

En 2021, le programme des émissions prévoit 1210 milliards FCFA au titre des Bons et Obligations du Trésor :

- ❑ 420 milliards de bons du Trésor, soit 34,72% du volume total prévu ;
- ❑ 790 milliards d'obligations du Trésor, soit 65,29% des montants à mobiliser sur le marché régional dont 300 milliards par APE.

Concernant la structure des titres à émettre , le montant est réparti entre :

- ❑ 14 émissions de bons du Trésor ;
- ❑ 16 émissions d'obligations du Trésor dont deux par APE.

## Bilan et programme d'émissions 2021

BONS DU TRESOR		OBLIGATIONS DU TRESOR	
BAT 3M	30	OAT 3ANS	200
BAT 6M	65	OAT 5ANS	160
BAT 12M	325	OAT 7 ANS	130
		OAT 10 ANS (APE)	300
<b>Total</b>	<b>420</b>	<b>Total</b>	<b>790</b>

Source : DGTCP MINEFID (2020)

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	06-janv.2021	BAT_1A	30	
2	20-janv.2021	OAT_3A_IF	30	6,15%
3	03-févr.2021	OAT_5A_IF	30	6,15%
4	17-févr.2021	BAT_6M	30	%
5	3-mars.2021	APE_10A_2A différé	150	6,50%
6	24-mars.2021	BAT_1A	30	
<b>TOTAL</b>			<b>300</b>	

Source : DGTCP MINEFID (2020)

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	7-avr-21	OAT_5A_IF	50	6,25%
		OAT_7A_IF	50	6,40%
2	14-avr-21	BAT_1A	30	
3	28-avr-21	BAT_1A	30	
4	12-mai-21	OAT_3A_IF	30	6,15%
5	26-mai-21	BAT_6M	30	
6	9-juin-21	OAT_5A_IF	40	6,25%
		OAT_7A_IF	40	6,40%
		OAT_10A_IF	20	6,50%
7	23-juin-21	OAT_3A_IF	30	6,15%
8	30-juin-21	APE 10A 2A différé	150	6,50%
<b>Total</b>			<b>500</b>	



N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	7-avr-21	OAT_5A_IF	50	6,25%
		OAT_7A_IF	50	6,40%
2	14-avr-21	BAT_1A	30	
3	28-avr-21	BAT_1A	30	
4	12-mai-21	OAT_3A_IF	30	6,15%
5	26-mai-21	BAT_6M	30	
6	9-juin-21	OAT_5A_IF	40	6,25%
		OAT_7A_IF	40	6,40%
		OAT_10A_IF	20	6,50%
7	23-juin-21	OAT_3A_IF	30	6,15%
8	30-juin-21	APE 10A 2A différé	150	6,50%
<b>Total</b>			<b>500</b>	

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	7-juil.-21	BAT_1A	30	
2	28-juil.-21	OAT_3A_IF	25	6,15%
		OAT_5A_IF (ABDT OAT_5A du 09/06/2021)	25	6,25%
3	18-août-21	BAT_3M	30	
4	01-sept.-21	OAT_3A_IF (ABDT OAT_3A du 28/07/2021)	25	6,15%
5	15-sept.-21	OAT_5A_IF	25	6,25%
<b>TOTAL</b>			<b>160</b>	

Source : DGTCP MINEFID (2020)

N°	Date	Type	Montant (Milliards F CFA)	Coupon
1	6-oct.-21	OAT_7A_IF	50	6,40%
		OAT_5A_IF (ABDT OAT_5A du 15/09/2021)	<b>50</b>	6,25%
2	20-oct.-21	BAT_1A	30	
3	3-nov.-21	OAT_3A_IF	<b>30</b>	6,15%
4	17-nov.-21	BAT_1A	30	
5	01-déc.-21	OAT_3A_IF	30	6,15%
7	15-déc.-21	BAT_1A	30	
<b>Montant Total</b>			<b>250</b>	

Source : DGTCP MINEFID (2020)

**MERCI POUR VOTRE ATTENTION**



**MINEFID**

-----

**DGEP**